

Les libéraux ne parviendront pas à convaincre les gens de ce mensonge, puisqu'on sait très bien et qu'il est très évident ici...

C'est-à-dire à Ottawa.

...que la grande majorité des députés torys, de même que les petits partis, estiment que des élections seraient inutiles et inopportunes.

Le gouvernement Pearson ne s'efforce pas du tout maintenant de faire adopter des mesures urgentes...

**M. Byrne:** L'honorable député communiquerait-il la source de cet article?

**M. Muir (Lisgar):** Oui, quand j'aurai fini d'en donner lecture.

Le gouvernement Pearson ne s'efforce pas du tout maintenant de faire adopter par le Parlement des mesures urgentes—c'est là le couronnement grotesque des «60 jours de décision» dont il s'était fait gloire et des 390 jours de pirouettes qui y ont fait suite.

Or, le maire d'Ottawa décrit ce genre de pirouettes comme le pas de trois d'Ottawa: un pas en avant, un pas traînant avec mouvement latéral et recul d'un air penaud.

**L'hon. Mlle LaMarsh:** L'honorable député me permettrait-il de lui poser une question?

**M. Muir (Lisgar):** Très volontiers.

**L'hon. Mlle LaMarsh:** Pour la gouverne de la Chambre, l'honorable député aurait-il l'obligeance de comparer ces propos du maire d'Ottawa à certaines paroles d'un maire de sa circonscription qui, sauf erreur, a démissionné de l'organisation du comté à cause de l'attitude du député à l'égard du drapeau?

**M. Muir (Lisgar):** Ces petits phoques savants font tellement de bruit là-bas, que je n'ai pas entendu le ministre. Si le ministre parle de la démission d'un sous-ordre de mon organisation, j'expliquerai volontiers ce dont il s'agit.

**L'hon. Mlle LaMarsh:** Allez-y.

**M. Muir (Lisgar):** L'homme en question était libéral bon teint il y a deux ans. J'ai cru qu'il faisait preuve d'un jugement très sain lorsqu'il a quitté les rangs du parti libéral. A présent, je commence à me demander si ce jugement était aussi sain que cela.

**L'hon. Mlle LaMarsh:** Attendez un peu que vos commettants lisent cela.

**M. Muir (Lisgar):** Un député m'ayant demandé de nommer le journaliste en question, je vous dirai que c'est M. Patrick Nicholson. Je reprends ma citation:

Évidemment, un drapeau ne créera pas un seul emploi et n'améliorera pas le bien-être d'un seul Canadien; d'autre part, il est trop tard pour réunifier le Canada sans prendre des mesures plus concrètes.

Mais le drapeau est assurément, aux yeux des libéraux, un prétexte admirable pour hâter les élections. En effet, les libéraux recueilleraient ainsi le vote de chaque Canadien français.

Il serait peut-être utile—peut-être pourriez-vous, monsieur l'Orateur, faire taire les bruits qui viennent de l'autre côté—afin de placer la question du drapeau sous son vrai jour, d'énumérer les faits qui ont abouti à l'introduction de cette question extrêmement litigieuse dans le domaine politique. En 1961, le premier ministre (M. Pearson) a déclaré à un commentateur à la radio d'Halifax qu'il était en faveur d'un nouveau drapeau. Il a dit qu'il consulterait les Canadiens lors d'élections générales et que ces derniers diraient exactement ce qu'ils en pensent. Je parle d'une entrevue radiophonique accordée par le premier ministre à un commentateur d'Halifax, et dont le *Daily News* d'Halifax a publié un compte rendu le vendredi 9 septembre 1961. A cette époque, il ne voulait pas parler du dessin de drapeau qu'il avait l'intention de présenter. Le journaliste lui dit que, dans ce cas-là, il ne voterait peut-être pas pour lui, et le premier ministre a répondu: «Peut-être bien que non». J'ajoute que beaucoup d'autres personnes peut-être ne voteront pas pour lui s'il continue de harceler le Parlement et le pays avec la question du drapeau, au lieu d'étudier des problèmes plus pressants.

Cet entretien a eu lieu en 1961 et ni le premier ministre ni personne lié d'une façon ou d'une autre au parti libéral n'en a parlé durant la campagne électorale de 1962. A vrai dire, ils étaient trop occupés à dire aux Canadiens que le dollar à 92.5 cents ruinerait le pays. Leurs initiatives subséquentes dénotent qu'ils estimaient cette déclaration contraire à la vérité. Ayant encouragé la vente de blé à la Chine et à la Russie, cette dévaluation s'est révélée en outre l'un des plus importants facteurs de la prospérité au Canada. J'ai vu le ministre du Commerce (M. Sharp) sourire lorsque j'ai mentionné la vente de blé à la Chine et à la Russie. Je dois dire que le gouvernement antérieur a bien fait de présenter une mesure visant à accorder du crédit à ces pays pour leur permettre d'acheter notre blé.

Le premier ministre s'est trouvé compromis publiquement pour la première fois dans l'histoire du drapeau lorsque, en 1963, soudainement, comme si cela tombait du ciel—et par là je parle d'opportunisme politique—il a promis à un groupe de rédacteurs de journaux étrangers que le gouvernement libéral adopterait un drapeau avant deux ans, ou avant le printemps de 1965. Il n'avait pas seulement pris ses auditeurs par surprise; je suis sûr que sa déclaration l'a surpris lui-même. Cela lui est venu à l'idée et il l'a dit. Il n'a pas dit alors, pas plus qu'il ne l'a dit durant la campagne électorale de 1963, qu'il avait l'intention